

Commerce agricole :



Les temps changent, les mentalités évoluent. Après l'échec du sommet de Monterrey, la discrétion du Sommet mondial de l'alimentation et le difficile démarrage du Nepad, la question des règles commerciales internationales revient au cœur des débats sur la lutte contre la pauvreté. Signe indiscutable : la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced), dans son rapport 2002 sur les pays les moins avancés, propose d'enrayer la baisse tendancielle des cours mondiaux des produits de base. Dans ce contexte, « Grain de sel » se fait donc écho de la campagne internationale lancée par Oxfam contre l'hypocrisie du commerce international. Ensuite, vous pourrez découvrir une interview passionnante du professeur M. Mazoyer, spécialiste des questions agricoles.

Deux poids deux mesures : la campagne d'Oxfam « pour un commerce équitable »

Oxfam a lancé depuis avril dernier une campagne dans de nombreux pays¹ en faveur d'une modification des règles qui régissent le commerce international, règles dont cette association dénonce le caractère injuste, dans un rapport de 250 pages : « Deux poids deux mesures : commerce, globalisation, et lutte contre la pauvreté »².

Grain de sel croit utile de vous présenter quelques extraits du résumé de 20 pages du rapport d'Oxfam afin de vous inciter à le lire. Dans les textes ci-après, les sous-titres, les encadrés et l'utilisation de caractères gras pour mettre en relief certains passages sont du ressort de la rédaction de Grain de sel.

un souffle de contestation



Les raisons de l'engagement d'Oxfam

En écrivant ce rapport, Oxfam veut démontrer à quel point le changement est nécessaire. Il nous semble évident qu'un véritable changement ne peut voir le jour sans l'implication d'une large proportion de la population, tant dans les pays riches que dans les pays pauvres. Nous souhaitons donc travailler en collaboration avec les organisations et les individus du monde entier qui se battent déjà pour que le commerce constitue un réel levier dans la lutte contre la pauvreté. Ensemble, nous serons à même de générer un élan similaire à celui qui a réussi à mettre un terme à l'apartheid, à abolir l'utilisation des mines antipersonnel, et à réduire de façon considérable la dette du tiers-monde. Il s'agit certes là d'un projet ambitieux, et loin d'être aisé. Mais nous sommes persuadés que si cette campagne est menée à bien, elle permettra de transformer radicalement la vie des communautés démunies, comme jamais auparavant dans l'histoire de l'humanité.

L'essentiel de l'analyse faite dans le rapport

Le commerce international recèle un véritable paradoxe. Dans le monde globalisé de ce début du XXI^e siècle, le commerce international est l'une des forces les plus puissantes qui relient nos vies. C'est également une source d'enrichissement sans précédent. Cependant, des millions de personnes parmi les plus pauvres du monde sont laissées pour compte. La prospérité croissante des nations industrialisées s'accompagne d'une pauvreté massive et de l'élargissement des inégalités déjà insupportables entre pays riches et pays pauvres. Or, le commerce mondial peut devenir un moteur puissant de réduction de la pauvreté et de croissance économique, mais ce potentiel n'est pas mis à profit.

Le problème n'est pas que le commerce international soit adverse par nature aux besoins et aux intérêts des pays pauvres, mais que les règles qui le régissent soient faussées en faveur des pays riches.

Dans leurs discours, les gouvernements des pays riches se prévalent en permanence de leur engagement en faveur de la lutte contre la pauvreté. Pourtant ces mêmes gouvernements utilisent leur politique commerciale pour réaliser ce qui équivaut à un vol caractérisé à l'encontre des plus pauvres.

Les objectifs poursuivis par la campagne d'Oxfam

Améliorer l'accès aux marchés pour les pays pauvres et mettre fin à la boucle « surproduction agricole subventionnée et dumping à l'exportation » pratiquée par les pays riches.

Faire abandonner par le FMI et la Banque mondiale les conditions de prêt imposant aux pays pauvres une libéralisation de leur économie quel que soit l'impact sur les populations les plus démunies.

Créer une nouvelle institution internationale des matières premières pour promouvoir la diversification et mettre fin aux surproductions, afin de relever les prix des matières premières à des niveaux permettant aux producteurs d'accéder à un niveau de vie décent et modifier les pratiques des grandes entreprises afin qu'elles paient des prix équitables.

Établir de nouvelles règles sur la propriété intellectuelle afin que les pays pauvres soient en mesure d'accéder aux nouvelles technologies et aux médicaments essentiels et que les agriculteurs puissent stocker, échanger et vendre des semences. ➤

- Prohiber les règles qui forcent les gouvernements à libéraliser ou à privatiser les services de base, vitaux pour la lutte contre la pauvreté.

Améliorer la qualité des investissements privés dans les pays en voie de développement et promouvoir des normes en matière d'emploi.

Démocratiser l'OMC pour donner plus de poids aux voix des pays pauvres.

Changer les politiques nationales en matière d'éducation, de santé et de gouvernance afin que les pauvres puissent développer leurs aptitudes, réaliser leur potentiel et participer aux échanges sur des bases plus équitables.

Pourquoi une telle campagne et pourquoi, aujourd'hui ?

Oxfam donne trois réponses à cette question :

- Aucune société ne peut tolérer les inégalités engendrées par ces pratiques commerciales. Et personne d'entre nous ne peut accepter les abus de pouvoir, l'injustice et l'indifférence à la souffrance qui sous-tendent ces pratiques.

- « Notre propre intérêt, bien compris » : ce qui se passe aujourd'hui est non seulement indéfendable, cela ne peut pas durer. La colère, le désespoir et les tensions sociales qui accompagnent les graves inégalités de richesses et d'opportunités ne respecteront pas plus les frontières nationales que les forces économiques qui animent la mondialisation ne les respectent. L'instabilité qui en découlera nous menace tous. Dans le monde globalisé que nous vivons aujourd'hui, nos vies sont plus que jamais inextricablement liées. Il en est de même de notre prospérité. En tant que communauté mondiale, nous sombrerons ou nous surnagerons ensemble. Aucun pays, quelle que soit sa force ou sa prospérité, ne peut s'isoler du reste du monde.

- Nous sommes convaincus qu'un changement est possible. Le système du commerce international ne procède pas d'une loi naturelle. C'est un système d'échanges, régi par des règles et des institutions qui sont le reflet de choix politiques. Ces choix peuvent privilégier les intérêts des faibles et des vulnérables ou ils peuvent favoriser les riches et les puissants. Le commerce renforce la pauvreté et les inégalités dans le monde parce que le système du commerce international est organisé pour aboutir à ces résultats. Les règles du jeu reflètent les intérêts des nantis. C'est pourquoi, des campagnes concertées auprès de l'opinion publique peuvent modifier la donne. Ainsi que l'a démontré la campagne internationale en faveur de l'annulation de la dette des pays pauvres, l'action de l'opinion publique peut porter les intérêts des plus

Quelques exemples des « deux poids deux mesures » dénoncés par Oxfam

- Les inégalités mondiales ne cessent de croître. Pendant la dernière décennie, les 5 % des personnes les plus pauvres ont perdu un quart de leurs revenus, alors que les 5 % les plus riches ont vu leurs revenus augmenter de 12 %. Le commerce est l'un des principaux facteurs de cet écart croissant : sur 100 dollars générés par le commerce mondial, seulement 3 bénéficient aux pays en développement.

- Lorsque les productions des petits agriculteurs ou des ouvrières de l'industrie textile des pays les plus pauvres pénètrent les marchés mondiaux, elles se voient opposer des obstacles à l'importation quatre fois plus élevés que ceux auxquels les producteurs des pays riches sont confrontés. Ces barrières douanières coûtent 100 milliards de dollars par an aux pays en développement, soit le double de ce qu'ils reçoivent au titre de l'aide. Ce qui peut se traduire par la formule suivante : pour chaque dollar d'aide donné aux pays en développement, deux sont repris à cause de l'iniquité du système commercial.

- Le domaine où les politiques de « deux poids deux mesures » des gouvernements des pays industrialisés sont les plus criantes est sans conteste l'agriculture. Le total des subventions aux agriculteurs de ces pays s'élève à plus d'un milliard de dollars par jour. Ces subventions les conduisent à des surproductions en causant, de plus, d'importants dommages à leur environnement. Pire, les excédents qui en résultent sont vendus à perte sur les marchés mondiaux à l'aide de subventions supplémentaires. Ces exportations subventionnées font chuter les prix sur le marché mondial et détruisent ce faisant les moyens de subsistance des agriculteurs des pays pauvres, dont les produits ne peuvent entrer en concurrence avec ces surplus bradés à des prix de dumping.

- Alors que les pays riches ferment leurs marchés, les pays pauvres font l'objet de pressions de la part du Fonds monétaire international et de

la Banque mondiale pour ouvrir leurs marchés du jour au lendemain, ce qui a souvent contribué à une aggravation de la pauvreté et des inégalités.

- Dans plus de cinquante pays en développement, plus de la moitié des revenus à l'exportation est dépendante de trois matières premières, voire moins. Les économies nationales de ces pays et les économies de millions de ménages pauvres ont été dévastées par la baisse persistante des prix. Ainsi les pays en développement ont exporté en 2000/01, 20 % de café de plus qu'en 1997/98. Ils ont pourtant été payés 45 % en moins. S'ils avaient pu vendre au prix de la saison 1997/98, ils auraient gagné 8 milliards de dollars de plus. Cette crise ne se limite pas au café. Entre 1996 et 2000, le Ghana a augmenté d'un tiers sa production de cacao, mais il a été payé un tiers de moins. Les producteurs de coton en Afrique de l'Ouest connaissent le même sort.

- De nombreux gouvernements de pays en développement, encouragés par les gouvernements du Nord et par les institutions financières, ont cherché à générer une croissance rapide des exportations en favorisant l'implantation d'entreprises transnationales. Les résultats attendus ne sont pas toujours au rendez-vous. Pour chaque dollar d'investissement étranger, environ 30 cents sont rapatriés par le biais de transferts de bénéfices. Les transferts de technologie sont généralement réduits à la portion congrue et l'influence sur les normes de travail, très souvent négative.

- L'Organisation mondiale du commerce contribue également au problème. La plupart de ses réglementations sur la propriété intellectuelle, sur les investissements et sur les services protègent les intérêts des pays riches et des entreprises transnationales, tout en imposant des coûts énormes aux pays en développement.

pauvres à l'ordre du jour international. Elle peut permettre également des réalisations concrètes en faveur du développement humain.

Oxfam conclut ainsi son appel :

En fin de compte, un choix très clair s'impose. Soit nous laissons le commerce actuel et ses règles injustes continuer à créer la pauvreté et le désarroi et nous en subissons les conséquences, soit nous décidons de changer les règles. Soit nous laissons la mondialisation continuer à travailler pour quelques-uns plutôt que pour le plus grand nombre, soit nous décidons de forger un nouveau modèle de mondialisation, basé sur des valeurs communes et des principes de justice sociale. Ce choix dépend de nous. Et le moment est venu de choisir. ■

Guy Petitpierre

Ce rapport, en version anglaise ou française, peut être téléchargé (en totalité ou par chapitre) sur les sites qu'Oxfam a créés à cette occasion, à savoir www.maketradefair.com ou www.pouruncommerceequitable.com. Vous pourrez également y trouver les premières réactions de diverses personnalités (en anglais), en particulier celles de M. Kofi Annan, secrétaire général des Nations unies et de M. Mike Moore, directeur général de l'Organisation mondiale du commerce. Enfin, vous pourrez lire la note de 32 pages que lui a consacré la Commission européenne et la réponse d'Oxfam à cette dernière.

¹ Près de 20 pays, dont en Afrique : l'Afrique du Sud, le Ghana, le Kenya, l'Ouganda et le Sénégal.

² Le titre de la version originale, en anglais est : « *Rigged Rules and Double Standards : trade, globalisation, and fight against poverty* ».

INTERVIEW

Une **situation** moralement **inacceptable**, socialement **insupportable** et politiquement **intenable**

Lors d'un séminaire de préparation au Sommet mondial de l'alimentation organisé par le Comité français pour la solidarité internationale le 16 mai 2002 à Paris, Marcel Mazoyer, professeur à l'Institut national agronomique Paris-Grignon, nous a livré son analyse de la situation alimentaire à l'aube du XXI^e siècle. Il nous propose des solutions radicales.

À quelques jours du Sommet mondial de l'alimentation, quelle est votre analyse de la situation alimentaire à l'aube du XXI^e siècle ?
Sur 6 milliards d'habitants, la terre compte près de 3 milliards de pauvres. Deux milliards d'habitants souffrent de carence en minéraux ou en vitamines et 840 millions de personnes ont faim presque tous les jours. De plus, les aléas climatiques, biologiques ou politiques entraînent des famines, surtout dans les régions du monde où la population n'a plus les moyens de lutter contre ce genre de risques. Plus de cinq ans après le premier Sommet mondial de l'alimentation, où les grands de ce monde se sont engagés à réduire le nombre de sous-alimentés de moitié d'ici à 2015, les prévisions actuelles font état de 600 à 700 millions de personnes qui auront toujours faim en 2015. À ce rythme, il faudrait un siècle pour éradiquer la faim dans le monde. Cette situation est moralement inacceptable, socialement insupportable et politiquement intenable.

Quelles sont, selon vous, les causes profondes de la situation actuelle ?

Les trois-quarts des individus sous-alimentés dans le monde sont des ruraux, soit des paysans pauvres, soit des artisans ou des commerçants vivant avec eux. Le quart restant est dominé par des ex-ruraux

devenus citadins. Les campagnes « fabriquent » chaque année des millions de pauvres et d'affamés dont une grande partie fuit vers les villes.

Je ne rentrerai pas ici dans les détails de mon analyse dont je vous livre cependant quelques points essentiels. Les inégalités entre les agricultures du monde sont considérables. La révolution agricole, développée surtout dans les pays du Nord et prônée par une minorité d'agriculteurs du Sud, a exacerbé ces différences. La révolution verte n'est pas parvenue à réduire ces inégalités. Ainsi, ces révolutions agricoles ont précipité la baisse tendancielle des prix qui est en train d'appauvrir à l'extrême plus du tiers des paysans de la planète. ➤



Baisse des prix mondiaux et appauvrissement : la spirale infernale

Un céréaliculteur africain en outillage manuel produit 1 000 kg de grain par an. En 1950, il touchait 30 \$ (de 2002) pour 100 kg. Il en vendait 200 kg pour renouveler ses outils, ses vêtements... Il lui restait donc 800 kg pour nourrir modestement quatre personnes. En sacrifiant 100 kg à sa consommation, il pouvait même se payer un outil plus performant. En 1980, il recevait 20 \$ (de 2002) pour 100 kg. Il devait alors en vendre 400 kg pour renouveler son outillage et il ne lui restait que 600 kg pour nourrir insuffisamment quatre personnes, et plus question d'investir dans de nouveaux outils. Aujourd'hui, il ne touche pas plus de 10 \$ pour 100 kg de grain. Il devrait alors vendre les deux tiers de sa production pour renouveler son outillage, ce qui lui laisserait la quantité dérisoire de 400 kg pour nourrir quatre personnes. Il ne peut donc plus renouveler ces quelques outils simples, il ne peut plus manger à sa faim et par conséquent entretenir sa force de travail. Il est donc condamné à l'exode vers les bidonvilles.

► Quelles solutions préconisez-vous pour changer la situation ?

Un relèvement progressif, important et prolongé des prix des denrées agricoles dans les pays en développement est essentiel pour réduire l'immense sphère de pauvreté, de sous-consommation et de sous-alimentation, rurale et urbaine, qui freine le développement de l'économie-monde.

L'augmentation des prix des aliments de base doit être assez progressive pour que, à aucun moment du processus, les effets négatifs pour les acheteurs ne l'emportent sur les effets positifs pour les producteurs. Il conviendra, si nécessaire, d'accorder une aide alimentaire ciblée aux consommateurs les plus pauvres. Cette aide alimentaire ne peut pas prendre la forme d'une distribution de vivres à bas prix, sous peine de faire baisser les tarifs agricoles (et donc, indirectement, de faire porter le poids de cette aide aux producteurs et de décourager la production). On peut envisager, par exemple, des coupons alimentaires, distribués aux nécessiteux pour acheter des vivres à prix normal, ce qui doit augmenter la demande effective et encourager la production. Ces coupons pourraient être subventionnés par les budgets publics, comme aux États-Unis, ou par l'aide internationale.

Mais il faut avant tout instituer une nouvelle organisation et une régulation des échanges agricoles internationaux, dont les grandes lignes (qui devront être précisées si on en accepte le principe) seraient les suivantes :

- Établir de vastes zones de libre-échange agricole regroupant des pays ayant des productivités assez voisines (Afrique intertropicale, Europe, Asie du Sud, etc.), et protéger ces « grands marchés agricoles » des importations d'excédents à prix cassés par des droits de douane ajustables. Ce système garantirait des prix intérieurs stables et suffisants pour permettre aux paysans les moins productifs des régions les moins favorisées de vivre de leur travail et même d'investir et de se développer.
- Pour limiter les excédents agricoles difficilement vendables, négocier périodiquement, produit par produit, des accords internationaux fixant, de manière aussi équitable que possible, un prix moyen à l'exportation ainsi que les quotas et les prix d'exportation consentis à chacun de ces grands marchés et, si nécessaire, à chaque pays.
- Pour réduire les écarts de revenus agricoles entre les différentes régions composant chaque grand marché, établir une taxe foncière différentielle

(plus ou moins lourde pour les régions avantagées, nulle ou négative pour les régions désavantagées). Pour amoindrir les différences de revenus qui persisteront néanmoins entre les exploitations agricoles bien dotées et les exploitations démunies, établir un impôt sur le revenu agricole progressif analogue à celui des autres catégories socioprofessionnelles, et instaurer une loi anticumul limitant la superficie des exploitations agricoles à la superficie exploitable par deux ou trois travailleurs (selon les pays) en fonction de la spécialisation.

- Dans les pays où l'appauvrissement extrême et la sous-alimentation d'un grand nombre de petits paysans et de salariés agricoles résultent aussi du manque de terre et des bas salaires imposés par une minorité de grands domaines, cette réorganisation des échanges agricoles ne suffira évidemment pas. La réforme agraire aussi sera nécessaire, ainsi qu'une législation foncière qui garantisse au plus grand nombre l'accès à la terre et la sécurité de la tenure.

- Enfin, la remise sur pied de services de recherche-développement agricole nationaux, affaiblis par des politiques de rigueur excessives, et l'orientation prioritaire des moyens de la recherche publique nationale et internationale vers les besoins des régions et des exploitations agricoles pauvres seront d'autant plus justifiées que l'établissement de cette nouvelle organisation des échanges agricoles garantira leur succès.

Ne prônez-vous donc pas une sorte de retour à l'économie administrée ?

Non, ou du moins pas plus que les systèmes de subventions en tout genre pratiqués aux États-Unis et dans l'Union européenne, qui sont de vrais casse-tête pour les agriculteurs, pour leurs organisations et pour l'administration, ou les systèmes de protection, pays par pays, pratiqués par exemple au Japon ou en Suisse.

Vous parlez du développement de l'économie-monde. Quelle contribution l'agriculture peut-elle apporter à la croissance mondiale ?

On constate que l'échelle des salaires dans un pays donné n'est nullement le reflet de la productivité du travail : elle est déterminée par le revenu marginal des paysans les plus pauvres. C'est en somme le prix à payer pour les séparer de leur appareil de production.

Ainsi, améliorer les revenus des ruraux les plus pauvres permettrait de relever le niveau général des salaires et des autres ressources, donc d'accroître les possibilités de recettes fiscales, et en devises, des pays les plus pauvres et de dégager des capacités d'investissement qui leur permettraient de se moderniser et de s'industrialiser. C'est aussi un moyen d'élargir massivement la demande solvable globale dont la faiblesse mine la croissance mondiale. ■

Propos recueillis par Laurent Lhopitallier

On trouvera à cette adresse un document de Marcel Mazoyer qui détaille l'analyse exposée ci-dessus.

« Protéger la paysannerie pauvre dans un contexte de mondialisation »

<http://www.fao.org/worldfoodsummit/msd/Y1743f.pdf>

Voir aussi la nouvelle édition de « Histoire des agricultures du monde », Seuil, Points Histoire, avril 2002, M. Mazoyer et L. Roudart. (Voir notre rubrique Publications.)